

# Crise économique : le changement d'une époque

## **Le fruit de la misère ne tombe jamais loin de l'arbre de l'exploitation.**

La crise économique commencée en 2008 a maintenant pris des proportions mondiales, et laisse désespérés les capitalistes et les États qui n'avaient pas su ou voulu en mesurer l'importance. Partout le chômage explose alors que des mobilisations sociales de plus en plus radicales et violentes se manifestent. De l'Europe de l'est à la Grèce, de l'Islande aux Antilles françaises, des États-Unis à la Chine, les troubles sociaux fusent en réaction à la crise qui prive les travailleurs de revenus, de logement, de nourriture.

Les classes dominantes tentent tant bien que mal de prendre la mesure d'une crise de plus en plus profonde et qui ne semble pas vouloir se résorber, alors que les plus populistes d'entre eux, Nicolas Sarkozy en tête, mettent la faute de la crise sur les excès du capitalisme, sur la finance immorale, sur un manque de réglementations. Bercés par l'espoir d'un rapide retour à la normale qui serait la conséquence de nouvelles réglementations et d'une moralisation du capitalisme, les politiciens et opportunistes de tout acabit peinent à voir ce que de plus en plus d'observateurs constatent: la crise actuelle marque la fin d'une époque.

Cette crise est le résultat d'une évolution normale et naturelle du capitalisme. Le fruit de la misère ne tombe jamais loin de l'arbre de l'exploitation. Du néolibéralisme caractéristique des trente dernières années à la financiarisation de l'économie, des hypothèques à risques américaines à la crise du papier commercial, de la crise alimentaire mondiale à la crise actuelle, il y a un enchaînement causal indéniable, propre au système capitaliste.

Comprendre la situation actuelle est le préalable à une action efficace. Ce texte veut en conséquence contribuer à une essentielle renaissance de la critique de l'économie politique.

## **Des trente glorieuses à la stagflation**

Pour bien comprendre la crise actuelle, il nous faut faire un retour en arrière jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1944, dans une petite ville du New-Hampshire nommée Bretton Woods. Se souvenant des soubresauts provoqués par la crise de 1929, que seule la guerre mondiale avait pu résorber, les dirigeants des principaux pays alliés mettent alors sur pied un nouveau système économique international destiné à être implanté à la fin de la guerre.

Les accords de Bretton Woods mettent sur pied un nouveau système monétaire international, fondé sur le dollar américain, dont la convertibilité avec l'or au prix de 35\$ l'once garanti la stabilité du système international de change. On établit aussi des institutions chargées de garantir et « d'aider », au besoin, les pays en rupture de paiement par l'octroi de prêts destinés à stabiliser et à garantir les échanges internationaux, de même que des prêts à plus long terme servant à financer des infrastructures économiques permettant à des pays en retard de produire pour l'exportation. Ces institutions, le Fond monétaire international pour les prêts à court terme aux pays en rupture de paiement, et la Banque mondiale pour le financement des infrastructures, vont jouer un rôle prépondérant dans la réorganisation du commerce international et aideront largement les états impérialistes à conserver leur

position dominante dans l'économie mondiale.

Le nouveau système monétaire international va permettre au capitalisme d'entamer la plus grande période de croissance de son histoire, de 1945 à 1971, sur des bases solides. La croissance de cette période tire sa source dans une nouvelle organisation du travail et de nouvelles technologies qui vont relancer la croissance, elle-même stimulée par des destructions sans précédent en Europe et en Asie causée par la Seconde guerre mondiale.

En même temps, la division internationale du travail et les institutions fondées pour en garantir la fluidité (BM et FMI) vont permettre le drainage des ressources des pays en voie de développement vers les métropoles impérialistes, assurant du même coup des surprofits coloniaux juteux aux oligopoles transnationaux. C'est cette nouvelle stabilité dans les échanges internationaux – fondamentalement inégalitaire – qui placera de plus en plus les oligopoles transnationaux dans une position de force face à un nombre grandissant d'États et de communautés. Cette nouvelle force constituera la base sur laquelle, à partir des années 1980, s'édifiera un régime d'accumulation du capital véritablement international.

La plupart des États industrialisés adoptent dans cette période une politique économique d'inspiration keynésienne, ce qui veut dire qu'on intervient beaucoup dans l'économie: on prends en charge les grands travaux d'infrastructures que le secteur privé est incapable de financer, on construit des routes, des écoles, des hôpitaux, on élargi l'accès aux études supérieures, on instaure l'aide sociale, on modernise l'agriculture, on subventionne les entreprises pour stimuler le développement économique.

En même temps, on garanti une relative paix sociale en instaurant des lois sur les relations de travail qui vont officialiser la place des grands syndicats bureaucratiques dans l'économie, on va adopter des lois d'utilité sociale pour protéger les travailleurs contre les abus les plus criants des patrons, la sécurité d'emploi va s'étendre et les salaires vont s'élever sensiblement.

À partir du milieu des années 1960, toutefois, des signes d'affaiblissement de la croissance commencent à se faire voir, et en 1971, la crise éclate ouvertement. Incapable de supporter plus longtemps le système de change international alors que leur balance commerciale est lourdement déficitaire, les États-Unis abandonnent la convertibilité du dollar en or, instaurant ainsi de facto un système monétaire international basé sur des cours de change flottant.

En 1974, les graves problèmes que subissent les économies mondiales se transforment en la plus grave crise économique depuis la fin de la guerre. Les patrons tentent d'abord de répondre à la crise par les moyens habituels : extension du crédit, politiques inflationnistes, dépenses gouvernementales et politique de relance. Bien vite, ces solution apparaissent limitées et la fin des années 1970 est marquée par une inflation galopante et par des taux d'intérêts qui grimpent en flèche pour juguler l'inflation, alors que la croissance stagne. Ce phénomène, inflation élevée et stagnation économique, sera nommé stagflation. Un des facteurs d'aggravation de la crise fut la combativité de la main-d'œuvre et les luttes radicales, souvent très dures, des années 1970. Alors que les taux de profits baissent et que les gouvernements se lancent dans des politiques de stimulation économique débouchant sur l'inflation, le prolétariat refuse de payer seul le prix de la crise et réclame par ses luttes des hausses de salaires conséquentes avec la hausse des prix. C'est la fin du modèle de développement économique qui a cours depuis 1945, les politiques de relance keynésienne causant désormais une inflation si élevée qu'elle en annule les effets bénéfiques, et la forte combativité ouvrière exigeant que le patronat casse violemment les syndicats les plus combatifs<sup>1</sup>.

---

1 En Angleterre, Thatcher cassera les mineurs, aux USA Reagan cassera les contrôleur aériens, et au Québec, le PQ cassera les syndicats du secteur public.

## Les causes de la crise

Les causes de cette crise généralisée du régime d'accumulation du capital propre aux trentes glorieuses sont caractéristiques de l'impasse fondamentale dans laquelle le capitalisme tardif se trouve. En effet, le capital social total, c'est-à-dire l'ensemble du capital dans toute la société, est constamment soumis à des impératifs d'accumulation. L'accumulation du capital implique qu'une partie de la plus-value<sup>2</sup> produite par le travail soit réinjectée dans le capital pour que celui-ci grandisse. Or ce processus d'accumulation cause une chute des taux de profits<sup>3</sup>, chute qui sera à la base de la crise structurelle des années 1970.

La tendance à l'accumulation du capital développe les forces productives par un processus qui alloue les capitaux aux diverses branches d'industries en fonction des taux de profits<sup>4</sup> que chacune d'entre elle offre. Quand une branche d'industrie offre des profits intéressants, les capitaux y affluent à la recherche de profits supérieurs à la moyenne. Comme chaque capitaliste cherche à baisser ses coûts de production pour être à même de baisser ses prix et d'avoir un avantage sur la concurrence, les investissements se font donc dans de nouvelles machines, de nouveaux équipements et de nouveaux procédés de production qui auront pour effet d'augmenter la productivité du travail, et donc réduiront les coûts de production. Cette affluence de capitaux amène donc des transformations dans la structure du capital de ladite branche d'industrie, en faisant augmenter la composition organique du capital<sup>5</sup>.

À un certain moment, par la suite de la saturation de la demande et de la stabilisation de la concurrence, les taux de profits de la branche d'industrie en question se réalignent vers le taux de profit moyen. Quand cet alignement est pleinement réalisé, ou quand suite à une surproduction les taux de profits chutent en bas de la moyenne, les capitaux cessent d'être attirés vers cette branche d'industrie et migrent vers une autre branche, répétant le même processus d'élévation de la composition organique du capital de branche en branche, jusqu'à avoir fait le tour de tous les secteurs profitables.

Ainsi, poussé par la recherche des taux de profits les plus élevés, le capital est constamment dans une dynamique d'accumulation qui constitue pour lui une question de vie ou de mort. Mais ce mouvement d'accumulation comporte lui-même une contradiction importante, qui sera à la source de la crise des années 1970. En effet, ce mouvement d'accumulation conduit à une réduction toujours plus prononcée de la part du travail vivant dans la production des marchandises. Comme seul le travail vivant est producteur de valeur<sup>6</sup>, et donc de la plus-value à la base du profit, il en résulte que le taux de profit a tendance à diminuer à chaque cycle d'accumulation du capital.

Dans les années 1970, l'accumulation du capital atteint un point tel que les contre-tendances à la baisse du taux de profit n'opèrent plus. Le résultat est une crise de valorisation du capital, celui-ci ayant de plus en plus de difficultés à continuer à croître et à générer des profits. En même temps, un capital ayant une composition organique très élevée est plus vulnérable aux crises, parce que les crises

---

2 La plus-value, c'est la portion du travail qui n'est pas payée au salarié et que le capitaliste s'approprie. Elle découle de la double nature du travail, qui en tant que valeur d'échange procure un salaire au travailleur, et en tant que valeur d'usage procure du travail au capitaliste. Dès lors que le travail est plus productif que ce qu'il en coûte, le capitaliste dégage une plus-value de l'usage de la force de travail qu'il a achetée.

3 Il existe des contre-tendances à la baisse du taux de profit. Leur analyse dépasse toutefois le cadre de ce texte.

4 Le taux de profit est la plus-value divisée par le capital total engagé, alors que le taux de la plus-value est calculé par rapport au capital variable, c'est-à-dire la portion du capital affectée aux salaires.

5 La composition organique du capital est le rapport entre le capital constant (les moyens de production et les matières premières) et le capital variable (les salaires). L'augmentation de la composition organique du capital veut donc dire qu'on investit de plus en plus d'argent dans les moyens de production par rapport aux salaires.

6 Les machines ne produisent pas de valeur, mais elle transmettent la valeur qu'elle perdent en usure dans la marchandise produite.

menacent la reproduction du capital constant. La main-d'œuvre est en effet flexible à souhaits, et le capitaliste peut rapidement mettre au chômage les travailleurs quand les choses vont mal, mettant ainsi le poids de la reproduction de la force de travail sur le dos des travailleurs eux-mêmes. Mais il en va autrement avec les machines, le capital constant, pour lequel le capitaliste n'a d'autre choix, qu'il y ait production ou non, d'en assumer l'achat. La part grandissante du capital constant par rapport au capital total ne fait qu'aggraver le problème.

La crise auquel fait face le capitalisme vers la fin des années 1970 le place donc devant des difficultés de nature structurelles, alors que des événements de nature conjoncturelles, comme le choc pétrolier, viennent aggraver la crise, sans toutefois la causer comme le veut la légende populaire.

### **Le néolibéralisme: la croissance par l'endettement**

La solution pour répondre à la crise devient rapidement évidente : il faudra attaquer directement les acquis des travailleurs pour relancer les profits. Dès lors, le cycle que nous connaissons bien est commencé. Il sera marqué par une série d'attaques contre le prolétariat que certains nommeront néolibéralisme.

Le néolibéralisme est basé sur le contrôle maximal des coûts de main-d'œuvre et la lutte à tout prix contre l'inflation salariale (c'est-à-dire contre l'augmentation des salaires). Il se caractérise par plusieurs délocalisations de la production vers le Tiers-Monde, des compressions dans les programmes sociaux, des diminutions de salaires, l'élagage de la fonction publique, le retour au travail précaire, des licenciements massifs et l'instauration de la concurrence mondiale entre travailleurs. Puis, dans une deuxième phase, il sera marqué par une extension des domaines de valorisation du capital : on veut ouvrir la santé, l'école, l'eau potable et tout une série d'activités productives au capital. On palliera, en partie, la baisse des taux de profit en s'appropriant de manière privée une plus-value autrefois distribuée plus ou moins socialement. C'est une nouvelle configuration du capitalisme qui voit le jour dans les années 1980, le néolibéralisme

Mais les coupes drastiques dans les salaires ont l'effet de faire diminuer la demande solvable, c'est-à-dire la capacité de consommation des masses. Les licenciements massifs, les délocalisations, les coupes dans la fonction publique tirent vers le bas les revenus des ménages, alors qu'en termes absolus la production mondiale continue son ascension et sa croissance. Aux États-Unis - pays qui par son poids économique et politique peut être considéré comme baromètre – le revenu médian réel des ménages n'a augmenté que de 13% entre 1979 et 2005<sup>7</sup>. Encore pire, selon le Bureau of Labor Statistics, le salaire horaire moyen des travailleurs non-superviseurs a diminué depuis 1970<sup>8</sup>. Au Canada, le salaire médian réel n'a augmenté que de 0,1%, ce qui veut dire que les salaires des 50% les plus pauvres n'ont pas augmentés depuis 30 ans<sup>9</sup>. Et ces chiffres sont certainement en deçà de la réalité: étant donné que les statistiques de l'inflation sont fortement biaisées<sup>10</sup>, l'augmentation du revenu médian des ménages est probablement négative.

---

7 Paul Krugman, *Introducing this blog*, , <http://krugman.blogs.nytimes.com/2007/09/18/introducing-this-blog/>

8 Bureau of Labor Statistics, cité par Paul Krugman, *The Great Wealth Transfer*, [http://www.rollingstone.com/politics/story/12699486/paul\\_krugman\\_on\\_the\\_great\\_wealth\\_transfer/print](http://www.rollingstone.com/politics/story/12699486/paul_krugman_on_the_great_wealth_transfer/print)

9 Statistique Canada, n° 97-563-X au catalogue, mai 2008, cité dans Bernard Élie, *L'origine de la crise*, <http://www.economieautrement.uqam.ca/spip.php?article10>

10 John Williams, *Annual consumer inflation – CPI vs SGS alternate*, graphique in *Pouvoir d'achat : Les gouvernements nous mentent pour nous voler*, <http://papamarx.wordpress.com/2009/02/04/pouvoir-d%E2%80%99achat-les-gouvernements-nous-mentent-pour-nous-voler/>

C'est donc dire que durant la période « néolibérale » (1980-2008), les salaires réels ont baissés, ou au mieux stagnés. À cette tendance lourde d'abaisser les salaires et les avantages sociaux directs, il faut ajouter une autre tendance systématique de cette période qui fut la diminution du salaire social, c'est-à-dire des prestations, en argent ou en services, offerts par l'État aux travailleurs et travailleuses. Ces années sont les années de vaches maigres pour les services publics, et sont accompagnées en bruit de fond par un discours ultralibéral à saveur économique qui devient rapidement omniprésent dans des média de masses de plus en plus concentrés dans les mains des plus riches. Il faut dire que ces média ont fort justement servi les intérêts de leurs propriétaires, les revenus du 0,1% des américains les plus riches ayant augmentés de 296% durant la période 1979-2005<sup>11</sup> !

Dans les économies des pays industriels avancés, la consommation des ménages compte pour environ les 2/3 du PIB. C'est dire toute l'importance pour le système d'avoir un bassin de population capable d'absorber l'offre en consommant suffisamment. La diminution des revenus réels durant la période néolibérale aurait en conséquence dû mener à un effondrement de la croissance, voire vers une dépression extrêmement grave. S'il est vrai que la croissance de la période a été anémique, et que 3 récessions (1982, 1990, 2001) l'ont traversée, la demande ne s'est pas brutalement effondrée parce que le recours au crédit s'est considérablement accru durant la même période.

Alors que l'endettement des ménages dans les années 1970 était relativement faible, il n'a cessé de croître depuis, atteignant 96% du revenu annuel des ménages américains en 1996, pour grimper à 129% en 2001. Au Canada, l'endettement des ménages est passé de 80% en 1990 à 130% en 2008, alors que le taux d'épargne a chuté de 13% à 3% durant la même période<sup>12</sup>. Et ces chiffres sont généralisables à la plupart des pays industrialisés. L'extension du crédit est telle qu'elle est maintenant responsable de toute la croissance économique, tant en Europe qu'en Amérique<sup>13</sup>. On a donc compensé les diminutions de salaires, et la baisse de la demande qui y correspond, avec un endettement privé massif.

La croissance chinoise elle-même, nouvelle vedette du capitalisme, est basée sur l'endettement massif des États-Unis et sur des excédants commerciaux fantastiques, correspondant de l'autre côté de la transaction avec des déficits de la balance commerciale US de plus en plus abyssaux. Mais la Chine paiera chèrement sa dépendance vis-à-vis la consommation américaine par l'endettement. D'abord parce que la limitation du crédit et les multiples défauts de paiements actuels tariront la demande pour ses produits d'exportations. Ensuite parce que ses exportations étant payées en dollars US, la Chine – qui a constitué avec ce magot des réserves de change considérables – s'expose fortement à une plus que probable dévaluation du dollar US<sup>14</sup>.

La configuration néolibérale du capitalisme a vu le jour pour tenter de résoudre les difficultés croissantes de valorisation du capital, qui s'exprimaient dans une baisse de profitabilité des investissements et dans des épisodes de surproduction de plus en plus violents, comme en témoignent les crises de 1974 et de 1982. Cette tendance à la baisse des taux de profits s'est paradoxalement accompagnée d'une hausse fulgurante des liquidités disponibles, qui a elle-même permis le modèle de relance de la consommation basé sur la maximisation du crédit. En effet, il est typique des crises économiques de voir la quantité de liquidités augmenter, les capitaux disponibles ne souhaitant pas risquer des investissements aux rendements incertains et aux risques trop élevés. Cette tendance est

---

11 Paul Krugman, *Introducing this blog*, *ibid*

12 Nicolas Duguay, *Quand l'endettement pèse sur tout l'édifice*, [http://www.radio-canada.ca/nouvelles/economie-affaires/la\\_crise\\_et\\_vous/index.asp?id=114508](http://www.radio-canada.ca/nouvelles/economie-affaires/la_crise_et_vous/index.asp?id=114508)

13 Pierre Larrourou, cité dans: *L'hyperlibéralisme nous conduit dans le mur*, <http://www.liberation.fr/week-end/0101116696-l-hyperliberalisme-nous-conduit-dans-le-mur>

14 Mei Xinyu, *It's US dollar, not yuan, that's the global problem*, *Shanghai Daily* du 21 avril 2008, <http://www.shanghaidaily.com/article/print.asp?id=356613>

elle-même renforcée par la diminution des profits, qui décourage les investissements.

## **L'explosion de la finance**

C'est pourquoi, parallèlement aux attaques contre les travailleurs et à la restructuration néolibérale de l'économie productive, la finance va devenir prédominante à partir des années 1980. Cette prédominance s'explique par plusieurs facteurs, dont la naissance d'un système de production de plus en plus mondialisé, phénomène favorisé par l'extension de la sous-traitance et la libéralisation des lois et règlements régulant les échanges internationaux. De plus, il faut voir que la crise systémique commencée dans les années 1970 a dégagé une masse importante de capitaux qui ne trouvent plus des taux de profits suffisants dans l'économie productive et qui vont tenter de se valoriser dans une sphère financière de plus en plus déconnectée de l'économie réelle.

La sphère financière a bercé les illusions de plusieurs sur la capacité du capital à produire de l'argent avec de l'argent, sans passer par l'étape de la production réelle. Le capital fictif se transige sur un marché distinct de celui des marchandises, selon des lois distinctes, renforçant ainsi l'illusion qu'il est un véritable capital à côté de celui qu'il représente. Dans le monde de la finance, même un montage de dettes peut passer pour de la richesse, puisqu'on peut vendre et acheter des titres de dettes. Mais la déconnexion croissante de la finance et de la capitalisation boursière vis-à-vis du PIB a tranquillement fait évoluer les marchés financiers vers un sommet, dans lequel les valeurs boursières sont sans commune mesure avec la valeur réelle des actifs.

Ainsi dans les années 1990, les cours boursiers ont progressé de façon spectaculaire, alors que la croissance était plutôt limitée, et malgré de nombreuses fermetures d'entreprises. Les entreprises qui annonçaient des mises à pied massives, vu la contraction de la demande, se voyaient récompensées par des hausses importantes de la valeur de leurs titres. Des transnationales achetèrent leurs concurrents, non dans le but de réaliser des économies d'échelle ou de mettre la main sur des capacités de production qu'elles n'avaient pas, mais dans le simple objectif de réduire la concurrence, et ceci à des coûts nettement plus élevés que la valeur réelle des actifs ainsi acquis.

Cette déconnexion existe parce que la sphère financière a ceci de particulier qu'elle est le royaume du capital fictif, capital constitué de titres comme des actions, des obligations, des options, des titres de dettes, titres qui sont en fait des revenus futurs anticipés, qui ne sont pas encore réalisés.

Or, comme le capital fictif est une anticipation de revenus futurs, de la richesse future, il est en quelque sorte un modèle « d'économie casino », qui attire naturellement les manipulations comptables diverses, les fraudes<sup>15</sup> et les schémas de Ponzi<sup>16</sup>. Les gouvernements ont favorisé cet état de fait en libéralisant les normes comptables<sup>17</sup> et en permettant une circulation sans limite des capitaux, ce qui a rendu toute surveillance absolument vaine.

La croissance du capital fictif, de la sphère financière, a suivi une courbe ascendante proportionnelle

---

15 Nortel, Enron, Worldcom, Norbourg, Parmalat, etc...

16 C'est-à-dire une pyramide économique, dans laquelle on paie les dividendes avec de nouveaux appels publics à l'épargne. Le cas de Bernard Madoff est le plus récent, mais durant les années 1990, quelques pays de l'ancien bloc soviétique s'étaient signalés par des schémas de Ponzi généralisés. L'Albanie s'est complètement écroulée sous la colère populaire en 1997 suite à l'effondrement d'une pyramide du genre, et la situation ne pu être « rétablie » que grâce à une intervention militaire italienne.

17 Voir Jacques Richard, *Une comptabilité sur mesure pour les actionnaires*, Manière de voir no102, page 30-33, décembre/janvier 2008

avec l'offre de crédit aux ménages et aux États. La raison en est toute naturelle: si les détenteurs de capitaux estiment que la croissance future sera considérable - et c'est ce que veut dire, en définitive une croissance boursière considérable – il est donc logique et sécuritaire d'augmenter l'offre de crédit, puisque la croissance escomptée fournira aux emprunteurs les moyens futurs de remboursement de leur dette.

En même temps, en l'absence d'investissements productifs gratifiant le capital de taux de profits conséquents, provoque, depuis les années 1980, une crise de suraccumulation des capitaux, c'est-à-dire qu'il y a trop de capitaux disponibles pour ce qu'il est effectivement possible d'investir dans la production. Ces capitaux seront naturellement attirés par les rendements promis par les banques, les sociétés de financement hypothécaires, les compagnies de cartes de crédit, de financement automobile, et autres société spécialisées dans l'offre de crédit.

### **Les subprimes**

Après l'éclatement la bulle des techno en 2000, les capitaux en manque de valorisation ont cherché un terrain fertile pour continuer à rapporter des dividendes à leurs propriétaires. Le secteur de l'immobilier leur offrira l'occasion d'investir leurs capitaux, stimulé par des taux d'intérêts très bas, vu l'abondance de capitaux disponibles. Une politique de dérèglementation du marché hypothécaire, comprenant l'autorisation de prêts sur 40 ans et de prêts représentant 110% de la valeur de la maison achèvera de préparer le terrain à l'invasion de la finance dans l'immobilier.

Les institutions de crédit américaines vont développer tout un système pour attirer dans leurs filets les ménages américains à qui on fait subitement miroiter des maisons luxueuses et accessible facilement, vu le relâchement des règles sur le crédit hypothécaire. Les banques et les institutions de crédit hypothécaire, comme Freddy Mac et Fannie Mae, vont se mettre à financer toute une série de prêts à haut risques à des ménages normalement insolvable. Entre 1994 et 2003, la valeur de ces prêts à risque passera de 35G\$ à 332G\$<sup>18</sup>.

Parallèlement à cela, les ménages déjà propriétaires de leur maison mais qui disposent de revenus de plus en plus limités, comme nous venons de le voir, se verront offrir des marges de crédits hypothécaire, donc un crédit garanti par la valeur résiduelle de la maison.

Tout ce beau système fonctionne tant que les prix immobiliers augmentent et que les taux d'intérêts restent bas. Mais à partir de 2006, la valeur de revente des maisons commence à diminuer, alors que les maisons neuves se vendent de moins en moins bien. C'est que poussés vers le haut par les emprunts pour financer la guerre en Irak, les taux d'intérêts US passent de 1% en 2004 à 5,25% en 2006.

Ces changements sont aggravés par la structure même des subprimes, les hypothèques à risques américaines. En effet, les hypothèque « subprimes », ou hypothèques à surprime, sont consenties à des taux flottants, laissant l'emprunteur à la merci d'une hausse des taux d'intérêts, et incluent aussi une surprime de risque encaissée par le prêteur pour « compenser » le risque représenté par l'éventuelle insolvabilité des ménages. De plus, les subprimes sont ainsi conçus pour que la surprime ne soit pas payable au début du terme de 5 ans, mais selon un ordre croissant d'année en année. Ainsi, l'année 1 est au taux normal, l'année 2 au taux normal assorti d'une surprime de 1%, l'année 3 au taux normal assorti

---

18 Louis Gill, *La réalité contemporaine à la lumière de l'analyse marxiste*,  
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill\\_louis/realite\\_contemp\\_analyse\\_marxiste/realite\\_contemp\\_analyse\\_marxiste\\_texte.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill_louis/realite_contemp_analyse_marxiste/realite_contemp_analyse_marxiste_texte.html)

d'une surprime de 2%<sup>19</sup>, et ainsi de suite. Donc plus on avance dans le temps, plus les taux d'intérêts payés par les emprunteurs montent, autant à cause de la prime de risque qu'à cause de la hausse des taux officiels.

En 2006, le système se met à avoir des ratés, et les premières vagues de défauts de paiement commencent à apparaître. En 2007, c'est 1,3 millions de ménages qui perdent leur logement, et la croissance des saisies immobilière progressera jusqu'à ce jour de près de 100 000 par mois<sup>20</sup>. Quand on sait le peu de filet de sécurité sociale dont les américains disposent, et si on ajoute que le marché locatif est proportionnellement beaucoup moins important qu'au Canada, on comprends à quel point une telle hécatombe immobilière a pu toucher les travailleurs et les pauvres aux États-Unis.

## **Des subprimes au PCAA**

Mais les malheurs des pauvres vont, pour une fois, faire aussi le malheur des riches, car la crise immobilière américaine se transmettra à l'ensemble de la finance mondiale par le biais d'un instrument financier complexe, le PCAA (papier commercial adossé à des actifs).

Le PCAA est un titre financier qui regroupe plusieurs créances différentes comportant des niveaux de risques différents, que l'on vend sur les marchés financiers pour pouvoir financer de nouveaux prêts, et dont l'échéance est très courte. En échange de son capital, l'acheteur de PCAA se voit attribuer une part des intérêts perçus par les prêteurs. C'est par l'émission de PCAA que les prêteurs hypothécaires américains vont financer leurs prêts à risque, et ils y incluront toutes sortes d'autres créances comme des prêts auto, des créances de cartes de crédit, etc.

Quand les acheteurs de PCAA se rendent compte que ces titres sont adossés à de mauvaises créances – les subprimes – ils refusent de renouveler leur achat à l'échéance, très courte comme nous l'avons vu, forçant ainsi les émetteurs de PCAA à diminuer drastiquement leurs liquidités pour racheter les titres. De même, beaucoup de banques, de fonds de pension<sup>21</sup> et d'investisseurs majeurs restèrent « pris » avec des PCAA, refusant de les vendre aux prix dérisoires qu'ils avaient atteints<sup>22</sup>.

Les spéculateurs qui avaient réussi à se dégager à temps des PCAA ont évidemment trouvé de nouveaux horizons pour tenter de valoriser tant bien que mal leur capitaux. La récente crise alimentaire mondiale, épisode de famine paradoxal dans un monde où règne de façon générale la surproduction, s'explique en partie par le déplacement de ces capitaux vers les marchés des matières premières<sup>23</sup>, alimentaires et pétroliers principalement. Cet épisode de spéculation fut de courte durée car les fonds spéculatifs durent faire face à la crise des liquidités bancaires, et virent leurs crédits coupés.

---

19 Ces chiffres sont hypothétiques

20 Ce chiffre pourrait bien être sous la réalité, voir Diana Olick, *Banks Sitting On An Inventory Time Bomb*  
<http://www.cnbc.com/id/28898377>

21 Denis Lessard et André Noël, *La caisse de dépôt appauvrie de 38 milliards*

<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/quebec/200902/05/01-824651-la-caisse-de-depot-appauvrie-de-38-milliards.php>

22 Au Canada, le marché des PCAA a été gelé, la vente ou l'achat de ces titres étant interdite.

23 L'autre facteur majeur de cette crise étant l'augmentation des surfaces cultivées pour le biocarburant, au détriment des terres utilisées pour l'alimentation.



## **La crise financière**

La crise du PCAA débouchera sur une crise des liquidités bancaires, certaines des plus grosses banques du monde éprouvant de sérieuses difficultés<sup>24</sup> à financer leurs opérations courantes alors que d'autres feront faillite<sup>25</sup>. Refusant de se prêter entre elles et refusant de plus en plus de prêts aux particuliers et aux entreprises, les banques tariront le crédit facile et peu coûteux qui avait été à la base de la croissance des dernières années.

Cette crise bancaire provoquera un effet domino sur les marchés financiers, et les détenteurs de capitaux qui tentent tant bien que mal d'encaisser en liquide leur capital sont mis devant le caractère largement fictif de celui-ci. Les compagnies d'assurances, dangereusement exposées au PCAA parce qu'elles en avaient garanti le capital, sont mises en danger par des réclamations de plus en plus élevées. La plus grande compagnie d'assurances au monde, l'American Insurance Group (AIG) devra se résigner à la nationalisation partielle de ses actifs, à la hauteur de 80G\$, faute de quoi elle se retrouverait en situation de défaut de paiement vis-à-vis ses assurés. Les fonds spéculatifs et les fonds de couverture, utilisant leurs marges de crédit pour spéculer, se voient obligés de liquider en catastrophe leurs positions suite aux rappels de leurs marges provenant de banques cherchant des liquidités. Comme nous l'avons vu plus haut, cette situation eut pour effet de faire reculer les prix des matières premières, pétrole et nourriture en premier lieu.

En septembre 2008, les marchés boursiers, déjà en baisse depuis octobre 2007, plongent de plus belle, et pour longtemps. La situation ne se stabilisera que tranquillement à partir de novembre, mais avec une chute de 43% de la valeur des capitalisations boursières par rapport à leur sommet de 2007. Depuis, les marchés boursiers stagnent, le Dow Jones oscillant au gré des nouvelles économiques autour de 8000 points.

## **La crise économique de 2008**

Le fait que la crise éclate dans l'immobilier peut être considéré comme un facteur aggravant, étant donné que ce secteur est caractérisé par un temps de circulation du capital relativement long. En effet, comme toute crise sous le capitalisme, la crise de 2008 est une crise de surproduction, dans ce cas-ci de maisons. Ce qui crée la possibilité d'une crise de surproduction, c'est l'écart qui existe entre le moment où la décision d'investissement est prise et le moment de la réalisation (vente) de ce même investissement. Entre ces deux moments, il est en effet possible que la demande solvable ait été satisfaite, car il n'existe aucun moyen de limiter la quantité des investissements dans un secteur donné. On peut donc décider d'investir dans un marché en demande, et arriver à offrir notre marchandise seulement au moment où la demande se contracte. Si plusieurs agents économiques font de même, on a une crise de surproduction, avec effondrement des prix, comme en 2006. Contrairement à d'autres secteurs, où une forte demande peut être satisfaite rapidement parce que les capacités productives sont sous-utilisées, l'immobilier se caractérise par un cycle de circulation du capital plus long, ce qui fait que les quantités de capitaux ayant trop produit sont beaucoup plus élevées.

Le tarissement du crédit a débouché, en 2008, sur une baisse de la demande solvable au niveau mondial, avec toutes les conséquences économiques que cela amène. Les secteurs les plus touchés au

---

<sup>24</sup> HSBC, Macquarie, Goldman Sachs, Bear Stearns, Morgan Stanley, Merrill Lynch, Citigroup, UBS, Crédit Suisse, Deutsche Bank, PNB Paribas, Crédit agricole, Dexia, Royal Bank of Scotland, IKB, Northern Rock, Alliance & Leicester, Dresdner Bank, Hypo Real Estate, etc.

<sup>25</sup> Lehman Brothers

départ sont ceux de l'automobile et de l'immobilier, largement dépendants de l'offre de crédit à rabais. Mais l'importance relative de ces secteurs dans l'économie capitaliste, couplé à un ralentissement général de la consommation, conduit déjà plusieurs autres secteurs à faire des mises à pieds massives<sup>26</sup>.

Comme toujours ce sont les travailleurs qui paieront la facture de la crise. Les mises à pieds massives des derniers mois ont fait exploser le chômage un peu partout, encore une fois beaucoup plus que dans les statistiques officielles, étant donné qu'elle ne font pas la différence entre un emploi à temps partiel et un emploi à temps plein.

Il est aussi certain que l'on demandera aux travailleurs et aux travailleuses de travailler encore pour moins cher, les plans de relance américain dans l'automobile étant conditionnels à des concessions salariales de la part des syndiqués, qui verront leurs salaires diminuer de moitié. La flexibilité de la main-d'œuvre, devant une demande anémique, sera augmentée, pour permettre aux patrons de diminuer les coûteux « temps morts » durant lesquels les travailleurs bien que sur les lieux de travail, disponibles et payés, ne travaillent pas.

Enfin, l'arrivée massive des déficits dans les budgets d'États, déficits engrangés pour relancer l'économie et permettre de nouveau aux patrons de faire des profits faramineux sur notre dos, constitueront à terme, surtout si on les couple avec des baisses d'impôts, le prétexte tout trouvé pour diminuer de nouveau la part des impôts des travailleurs qui leur est distribuée sous forme de services ou de prestations sociales. Il s'agit ici d'une baisse de salaire - le salaire social - plus difficile à voir que la baisse du salaire disponible, mais non moins réelle. Les pressions se feront d'autant plus fortes que certains secteurs d'État ont des potentiels de rentabilité élevées et que les capitalistes voudront certainement profiter de ces secteurs pour se refaire une santé<sup>27</sup>.

Le taux d'endettement spectaculaire des États et des entreprises auront aussi un impact majeur sur l'inflation, déjà suffisamment élevée avant l'éclatement de la crise<sup>28</sup>, car de telles dettes sont virtuellement impossibles à rembourser<sup>29</sup>. L'État n'aura donc d'autre choix que d'avoir recours à la création monétaire, ce qui veut dire que les prix augmenteront substantiellement, alors que la crise rendra difficile toute progression salariale.

Enfin, tout le modèle des pensions par capitalisation est en danger. Les travailleurs qui ont cotisés toute leur vie dans un fonds de pension en pensant protéger leurs vieux jours avec les rendements boursiers en sont maintenant quitte à se résigner à une retraite plus qu'appauvrie, certains fonds de pension ayant perdu jusqu'à 30%, voire 40% de leur valeur de 2007. Il est à prévoir que les pressions patronales se feront de plus en plus forte sur les salariés pour que ceux-ci acceptent de transformer leurs régimes de retraite à prestations déterminées (on reçoit à la retraite des prestations déterminées) en régime à cotisation déterminée (on sait ce que l'on cotise, mais on ignore ce que l'on aura le jour de la retraite).

---

26 À ce jour (13 février 2009), des mises à pieds importantes ont eu lieu dans l'acier, l'aluminium, les services financiers, les mines, l'aéronautique, l'industrie chimique et l'électronique, et les pertes d'emplois se multiplient - autant en Chine ( 20 millions !) qu'en Europe, aux USA (500 000 par mois) et au Canada .

27 Au Canada, la santé étant justement un de ces secteurs convoités.

28 John Williams, *Annual consumer inflation – CPI vs SGS alternate*, ibid note 7

29 À elle seule, la dette publique totale des USA est estimée à 10 718 milliards, et elle croît sans cesse.

<http://www.treasurydirect.gov/NP/BPDLLogin?application=np>

## Une nouvelle époque commence

La crise qui commence marque la fin d'une époque, celle dans laquelle la croissance et les revenus peuvent être assurés par l'augmentation de l'endettement. La crise exprime aussi les difficultés croissantes du capitalisme à se valoriser, à produire de la nouvelle richesse et à continuer son accumulation. Bien qu'elle ait été transmise sur toute la planète par une finance internationale au poids démesuré, la crise dépasse les horizons de la simple finance et révèle au monde que le capitalisme est un système désuet, suranné, au bout du rouleau, et que toute tentative de réforme ne fera que repousser l'ultime limite à un moment où la situation sera encore plus grave et plus incontrôlable.

D'autres facteurs viennent s'ajouter à la crise actuelle pour aggraver encore la situation. Le tarissement du pétrole menace les rendements agricoles, largement dépendants des combustibles fossiles, alors que les bio-carburants pourraient monopoliser une part de plus en plus importante des terres cultivables, aggravant ainsi le problème alimentaire. Le réchauffement climatique menace la survie même de l'humanité, et des actions majeures devront être entreprises rapidement pour tenter d'en limiter les effets. Des alternatives énergétiques, particulièrement l'énergie solaire, sont disponibles dès maintenant, et pourraient l'être à une large échelle si ce n'était de leur rentabilité.

Mais le capitalisme n'est pas intéressé par les effets sur l'environnement de sa course effrénée à l'accumulation et aux profits, c'est un système dans lequel seuls les profits comptent, et ce peu importe les conséquences. Le capitalisme, parce qu'il n'a d'autre choix que de croître indéfiniment ou bien de disparaître, ne peut pas être soutenable écologiquement. De plus, les ressources étant limitées, la croissance à l'infinie, nécessité du capitalisme, est strictement impossible. Maintenir le capitalisme indéfiniment est donc mathématiquement inconcevable. Sa disparition est impérative.

Déjà des premières secousses et une nette flambée des luttes marquent un possible réveil du prolétariat. Face à la crise, le prolétariat n'aura pas de fuite possible: ce sera l'appauvrissement, la dégradation des conditions de vie et de travail, la perte du logement et de l'emploi, la diminution de la couverture sociale, l'augmentation de la faim<sup>30</sup>; ou bien la lutte pour construire un système différent, dans lequel chacun produira selon ses moyens, et chacun consommera selon ses besoins.

Un système dans lequel les travailleurs et les travailleuses auront un contrôle total sur ce qui doit être produit, et sur comment ça doit être produit. Un système qui répondra directement aux besoins des gens, sans avoir besoin de passer par un marché chaotique qui surproduit des biens de luxe et nous inonde de marchandises invendables, alors que des humains, des enfants, meurent de faim, de froid, de maladies bénignes ou évitables. Un système dans lequel les classes sociales et l'exploitation seront abolies, et dans lequel l'État sera détruit et remplacé par l'administration des choses.

Ce système, c'est le communisme.

Les bases matérielles du communisme existent déjà, le capitalisme ayant socialisé la production et jeté les bases d'une appropriation directement sociale des forces productives. Les procès de production sont le fait d'un travail collectif impliquant l'interconnexion et la collaboration d'un nombre de plus en

---

30 Au Canada, les banques alimentaires sont de plus en plus sollicitées, même par des gens qui ont un emploi. Aux USA, on estime que 40 millions d'américains sont en situation d'insécurité alimentaire, voir: Ministère de l'Agriculture, cité in *Des millions d'Américains sont "en situation de très faible sécurité alimentaire"*, selon la terminologie officielle, <http://dndf.org/?p=2643>

plus grand de travailleurs, dont on peut de plus en plus difficilement discerner le caractère privé, et qui mettent en œuvre des moyens tels qu'il ne sont qu'à l'échelle de la société entière. La propriété privée des moyens de production entre donc de plus en plus violemment en contradiction avec le caractère social de celle-ci, alors que la prolétarianisation a ramenée la structure de classe à l'essentiel: prolétariat contre bourgeoisie.

Seul l'avenir nous dira si le prolétariat sera à la hauteur de sa tâche historique, celle de détruire le joug de l'exploitation sans scrupules, pour donner enfin à l'humanité le plein contrôle sur les forces productives incroyables qu'elle a fait naître. Dans un monde où la majorité de notre temps et de notre énergie est consacrée aux activités productives, ce plein contrôle est aussi la condition préalable à toute forme de véritable liberté, et est devenu une question de vie ou de mort pour l'humanité toute entière.